

# Introduction

Clara DUTERME, Abigail MIRA

Cette publication, qui présente des études de cas variées, fait suite à la journée d'étude « *Mauvais sujets dans les Amériques contemporaines* » organisée en janvier 2012 à l'université de Toulouse 2. Elle en reprend l'essentiel des contributions. Nous avons cherché à restituer la cohérence se dégageant d'une pluralité de recherches qui portent sur différents moments et lieux de l'histoire latino-américaine et dont le rapprochement permet d'ouvrir la réflexion.

Cet ouvrage est le produit d'un travail de réflexion qui s'est grandement enrichi des discussions collectives menées à l'occasion de la journée d'étude. Il est également le fruit d'une rencontre qui a permis de confronter des questionnements anthropologiques relevant d'expériences de terrains parallèles, marquées par des situations de conflit, l'omniprésence de faits violents et de discours sur les violences. En décembre 2006, lors du début du terrain d'Abigail au Mexique, la « guerre contre le narcotrafic » venait tout juste d'être déclarée ; au Guatemala, la fin du conflit armé interne en 1996 n'avait pas débouché sur la pacification annoncée, puisqu'à la fin des années 2000 le taux d'homicides, attribué non plus aux groupes armés mais à la délinquance, n'avait fait qu'augmenter. Cette violence n'était pas, au départ, notre objet d'étude. Comme le souligne Philippe Bourgois au sujet de son propre travail, le thème de la violence s'impose au chercheur plus souvent qu'il n'est un choix (Bourgois, 2012). Elle nous a pourtant affecté dans notre vie de tous les jours, comme c'était le cas pour nos enquêtés.

Au retour de nos terrains respectifs, nous avons été confrontées à la nécessité d'analyser nos données ethnographiques, d'adopter la posture du chercheur, marquée par la distance critique avec son objet. Nous n'étions pas les mieux armées pour objectiver cette violence qui imprégnait nos terrains et l'intégrer à nos analyses, ce qu'il nous a pourtant fallu faire, avec les outils que nous avons peu à peu construits et acquis. Nos échanges rendaient compte d'expériences différentes, mais renvoyaient à des ressentis et des difficultés similaires. Ils nous ont permis, dans un premier temps, de mettre des mots sur l'expérience vécue, nous incitant à trouver les liens entre les données d'observations et les expériences subjectives. C'est un travail auquel est confronté tout anthropologue. En réaliser une partie à deux, en confrontant les expériences, en échangeant des anecdotes et des ébauches d'analyse, nous a permis d'arriver à formuler nos questions. Plus important encore, cela nous a fait réaliser que ces questionnements étaient légitimes. Ils ne faisaient pas que nous poser problème, mais méritaient d'être problématisés.

Le travail de problématisation a fait émerger la question des catégorisations morales qui étaient au cœur des constructions des discours locaux concernant les phénomènes violents auxquels nos interlocuteurs étaient quotidiennement confrontés, ainsi que la nécessité d'interroger les différents niveaux de discours (médiatiques, politiques, locaux, académiques). Nous constatons la stigmatisation de certains groupes ou catégories de populations (désignés comme adversaires, ennemis, indésirables, *perpétrateurs* de violence). Au-delà de cette stigmatisation, nous avons le sentiment d'un constant flou dans les catégorisations des acteurs et les descriptions des faits. La question des constructions discursives des catégories d'acteurs est l'une de celles qui nous a amené à considérer la fécondité du rapprochement de nos analyses. Il s'agissait de prendre au sérieux ces catégories classificatoires indigènes tout en gardant la distance nécessaire au chercheur pour ne pas laisser celles-ci se substituer à l'analyse. S'interroger sur la place et le rôle de l'État comme acteur à la fois de la production de catégories et de la mise en place de politiques répressives orientées vers certaines catégories de population apparut également essentiel.

Il nous fallait concrétiser nos questionnements en désignant l'objet autour duquel ils gravitaient. Nous avons retenu l'expression « mauvais sujets », qui nous semblait correspondre à un certain nombre de ces figures multiformes et nous a permis de verbaliser ce qui faisait des ponts entre nos deux contextes de terrains. Cette expression est à l'origine mobilisée par Louis Althusser. Mais c'est son usage dans la thèse de l'anthropologue *chicano* Gilberto Rosas qui a inspiré ce terme. La lecture de la thèse de Rosas (2004), portant sur un groupe de jeunes sévèrement marginalisés dans la ville de Nogales, a éveillé l'intérêt d'Abigail Mira parce que l'expression paraissait à même de représenter les différentes facettes et la complexité rencontrée dans les discours locaux sur son propre terrain mexicain.

Dans son essai de 1970 portant sur « L'idéologie et les appareils idéologiques d'État », Althusser précise que les « mauvais sujets » sont « des cas exceptionnels qui, échappant à l'emprise de la *doxa*, deviennent cible des interventions – essentiellement répressives – de l'État ». L'apport de Rosas est d'avoir souligné qu'il en est, parmi ces derniers, qui posent problème à plusieurs niveaux. Soulignant combien les pratiques délinquantes du *Barrio Libre* sont contradictoires avec les théories établies de l'oppression et de la résistance, il avance que les « mauvais sujets », difficiles à contrôler, sont également difficiles à penser ; mauvais sujets de l'État souverain, ils sont aussi de mauvais sujets de recherche. Leur identification, souvent présentée comme relevant de l'évidence, se révèle en réalité complexe.

Sur le terrain d'Abigail Mira, à la frontière nord du Mexique, dans le contexte de la « guerre contre le narcotrafic », la désignation, le comptage et les classifications de « mauvais sujets » étaient omniprésents. Ainsi, le concept se révélait d'un intérêt particulier face à des discours concernant une multitude de personnages ayant en commun le fait d'être méprisés et stigmatisés comme ennemis de la (bonne) société : migrants et *bajadores* (voleurs), « faux migrants », *vagos y viciosos* (fainéants et drogués), *cholos* (« racailles ») et *sinalocos* (terme péjoratif désignant les derniers arrivés de la migration interne ; mot-valise construit à partir des termes *Sinaloa*, état voisin du terrain d'enquête, et *locos*, fous ou drogués) puis *sicarios* (tueurs à gage) et *narcos*.

Associés à chacun, des discours que l'on peut qualifier d'ontologiques, faisant principalement référence à la culture et à la morale : l'action de certains serait induite par leur culture, inadaptée aux circonstances locales (migrants indigènes du sud du pays), celle des autres le serait par leur défaut de conscience et de valeurs morales (délinquants et criminels). Cette galerie de personnages dessinait en creux un « bon *nogalense*<sup>1</sup> », face à un discours national représentant la société frontalière comme fondamentalement suspecte.

L'abondance de discours dans le contexte nord-mexicain mettait paradoxalement en lumière le « manque » de désignation d'un ennemi – passé ou présent – dans le contexte guatémaltèque sur lequel travaillait Clara Dutorme. Si la question de « la violence » s'imposait autant dans les discours locaux que dans les pistes d'analyse, l'identification de responsables relevait de modes de discours ambigus, euphémisés ou fuyants. La question de la mémoire de la violence passée ne peut se penser en dehors du contexte actuel, et des discours sur la violence présente. L'analyse, centrée sur les connexions transnationales établies par les acteurs locaux victimes du conflit armé avec des visiteurs et des organisations étrangères, a conduit à s'interroger en creux sur la place (ou l'absence) de l'État. Pour les organisations internationales de droits humains, très présentes dans le Guatemala de l'après-conflit armé, la violence passée et l'absence de réconciliation forment les racines de la violence actuelle. Un parallèle que les interlocuteurs locaux se montraient bien moins enclins à établir. L'époque du conflit armé interne où les « mauvais sujets » identifiés par l'appareil politique étaient les révolutionnaires subversifs a laissé place à un processus de paix qui a redessiné l'espace public national inscrit dans un contexte international marqué par la prégnance de la figure de la victime (Fassin et Rechtman, 2007). Les discours des acteurs locaux renvoyaient à la complexité des catégorisations à mettre en œuvre, dans un contexte d'impunité presque absolue tant pour la violence passée que présente, et d'incertitudes quant à l'existence d'un « récit commun » qui permettrait d'établir les critères de catégorisation. L'énonciation d'un discours, apparemment simple, quoique prudent, sur le conflit armé interne éclairait une situation bien plus complexe qui mettait en jeu le peu de confiance accordé à l'État dans son rôle régalien, l'absence de consensus sur la lecture du passé et la proximité entre victimes et *perpétrateurs*.

Dans ce contexte marqué par l'importance accordée à la figure de la victime autant dans les travaux académiques que dans les politiques de sortie de conflit (Lefranc, 2006), nous avons souhaité nous pencher sur ces « mauvais sujets » difficiles à penser, souvent laissés de côté, comme l'illustre la difficulté à produire des catégories sémantiques et opératoires pour les désigner. Nous avons rapidement acquis la conviction de l'importance de l'interdisciplinarité, ou plus précisément de croiser les regards disciplinaires et les approches, pour aborder cette question. Les échanges entre les approches historique, sociologique et anthropologique réunies dans cet ouvrage nous semblent enrichissants en ce qu'ils permettent de mieux mettre en valeur la façon

---

<sup>1</sup> *Nogalense* : habitant de Nogales, la ville frontalière dans laquelle Abigail Mira a fait son enquête de terrain.

dont les « problèmes » posés par les mauvais sujets s'articulent à différents niveaux, du national au micro-local et renvoient à la relativité des points de vue. L'approche anthropologique s'intéresse tout particulièrement aux perceptions des acteurs locaux, aux discours et aux modes de catégorisations qu'ils élaborent et manient. Toutefois, ce regard doit s'enrichir de la contextualisation des phénomènes que l'on tente de comprendre, qui doivent être appréhendés dans une perspective historique et dans leurs dimensions sociales et politiques à l'échelle nationale.

Notre réflexion autour de ces figures négatives de l'altérité s'inscrit dans un contexte géographique, celui du continent américain, et se nourrit des productions académiques sur les Amériques. L'ancrage américaniste a présidé dès l'origine à la construction de notre réflexion, puisque celle-ci a pris appui sur le réseau de jeunes chercheurs et chercheuses d'ATRIA (Association toulousaine pour la recherche interdisciplinaire sur les Amériques<sup>2</sup>), initiant une collaboration qui prolongeait les échanges amorcés depuis quelques années déjà, notamment au cours du Congrès du CEISAL organisé en 2010 à Toulouse.

Il ne s'agit pas ici d'attacher arbitrairement la réflexion sur les « mauvais sujets » à une aire culturelle américaine. Toutefois, l'intérêt pour des thématiques telles que la construction de l'altérité, les phénomènes de violence et les minorités « dangereuses » font écho dans l'histoire du continent, depuis la Conquête, les révolutions indépendantistes et la gestion des flux migratoires jusqu'aux violences politiques qui ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle. Elles se traduisent dans les travaux américanistes classiques et actuels, notamment ceux inspirés par l'École de Chicago qui développent une réflexion sur les « carrières de délinquants », les marginaux et les situations d'exclusion. Les contextes sociaux étudiés sont marqués par la construction de catégories sémantiques et sociales qui reflètent des modèles d'oppositions (ethniques, politiques ou religieuses) : Indiens et « blancs », Indiens et métis, subversifs et « bons citoyens », guérillas, armée et population civile, grands propriétaires et petits producteurs, païens et chrétiens, catholiques et protestants, délinquants et gens ordinaires, bourreaux et victimes. Les bouleversements politiques, les phénomènes de transformation ou de contestation des rapports de pouvoir établis posent de façon très concrète la question de l'affirmation de la légitimité de la position de pouvoir et des usages de la force. Les acteurs qui remettent en question un pouvoir étatique en place occupent une gamme de positions variées et plus ou moins illégitimes sur le spectre politique : opposants, révolutionnaires, guérilleros, terroristes, délinquants.

Le contexte américain nous a également incité à enrichir notre approche en y intégrant les questionnements autour des phénomènes de religiosité populaire et des pratiques de dévotion en-dehors de l'orthodoxie catholique, tournées vers des figures de « saints » qui se révèlent être des personnages à la moralité ambiguë. L'ambivalence de ces figures nous semblait faire écho à celle de groupes que nous associons ici sous le nom de « mauvais sujets ». Les uns comme les autres soulèvent des interrogations sur le positionnement des sujets au sein des rapports de pouvoir dans la société, de la transgression des valeurs morales et notamment de l'usage de la violence. Leur margi-

---

<sup>2</sup> <http://association-atria.org/>

nalité les place en dehors de la légalité et ils sont l'objet d'une condamnation morale. Ils questionnent l'ordre établi par les instances traditionnelles du pouvoir que sont l'Église et l'État, seul acteur à disposer de l'usage légitime de la violence. L'usage de la force est un élément clé pour aborder la question de la (dé)légitimation des mauvais sujets, puisque son usage doit s'appuyer sur une forme de légitimité pour devenir « *Gewalt* » (Derrida, 1994) et ne pas être identifiée comme « violence ». Dans le champ politique, au sens large, les « mauvais sujets » sont renvoyés du côté de la violence illégitime, voire incontrôlée, maniée par des individus amoraux. Dans ce cas, le « mauvais sujet » est quelqu'un qui utilise la violence contre la société, ou qui en viole les codes moraux et contre qui on estime pouvoir user de violence, ou encore qui combine ces deux aspects. Le champ religieux autorise une interprétation différente puisque la « force » des mauvais sujets, traduite dans une dimension mystique, possède une efficacité opératoire qui ne relève plus de la violence à proprement parler.

La construction de cet ouvrage reflète le double axe par lesquels nous cherchons à analyser ces figures ambiguës : d'une part dans leur dimension politique et d'autre part dans la dimension morale. L'ouvrage est divisé en deux grandes parties et huit chapitres, chacun correspondant à une contribution. Celles-ci peuvent se lire indépendamment les unes des autres ou comme un tout. Il se n'agit pas de produire des comparaisons – que l'écart entre les situations nationales et les époques étudiées rendraient au mieux périlleuses – mais bien de confronter des réflexions qui se répondent, pour faire émerger à travers les cas particuliers des éléments d'analyse de ces figures de « mauvais sujets ».

Dans la première partie, nous chercherons à appréhender les « mauvais sujets » dans leur rapport au pouvoir politique dont l'action répressive et législative contribue à les définir. Déplaçant ensuite la focale à une échelle plus localisée, nous chercherons à rendre compte des représentations plurielles des « mauvais sujets » qui viennent nuancer les discours qui les condamnent. Ces représentations s'inscrivent dans un espace de relations sociales où la perspective adoptée par les protagonistes doit se comprendre à la lumière de leur rapport concret avec des individus condamnés. On cherchera à montrer comment les acteurs réagissent localement à ces processus de désignation et aux actions mises en place par l'État : refus ou adoption de la logique étatique de désignation, adaptation pour la faire correspondre à un vécu local plus complexe. Enfin, les études de cas qui concluent cet ouvrage se penchent sur des figures religieuses qui nous amènent à aborder les questions de la transgression et du pouvoir.

L'article introductif de Dennis Rodgers place d'emblée l'objet de cet ouvrage dans une perspective historique, en retraçant l'histoire des *gangs* centre-américains, et en souligne l'ambivalence, montrant que ces bandes sont à la fois un reflet de la société qui les a vu se développer et l'objet de constructions symboliques qui font d'eux des « barbares modernes ». La question des modalités d'identification et de production des « mauvais sujets » et celle de leur position – toujours ambiguë – d'altérité sont transversales dans les différentes études de cas présentées ici. L'analyse des modes de création et les logiques de fonctionnement des *pandillas* au Nicaragua nous amène à considérer les processus d'intégration et d'exclusion des individus au comportement considéré comme déviant ou condamnable à l'intérieur d'une société. La présence des

*pandillas* durant les années 1990 se caractérise par l’ancrage dans le quartier et les liens étroits entre les membres du *gang* et les habitants. Loin de constituer des phénomènes externes, le processus d’institutionnalisation puis de transformation de ces bandes s’inscrit directement dans les transformations de la société nicaraguayenne. La mise en perspective du phénomène des *pandilla* avec celui, plus récent, des *maras* permet d’aller plus avant dans la réflexion et d’interroger les processus discursifs de construction de ces figures dans une altérité radicale, qui nie leur intégration sociale et qui légitime des pratiques répressives autrement intolérables.

Cette production de l’altérité et la place des mesures répressives constituent l’objet des contributions des premiers chapitres, qui abordent la question des « mauvais sujets » dans une perspective historique et dans le champ politique, où les groupes en question sont désignés par le pouvoir politique comme opposants illégitimes. Leur moralité et leurs modalités d’action sont mises en cause, justifiant les mesures de répression mises en œuvre à leur encontre. Dans les contextes de l’Argentine des années 1930 et du Brésil du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les pouvoirs en place mobilisent des formes de répression violentes à l’encontre de ceux qui sont désignés comme ennemis d’un État encore en devenir, engagé dans un processus d’affirmation de son identité et de sa légitimité nationale. L’État oppose aux « mauvais sujets » indésirables une répression qui passe par la loi et/ou l’usage de la force, parfois en transgressant les normes légales établies. Au-delà de l’éclairage historique sur les luttes politiques qui ont traversé ces pays, il s’agit de s’interroger sur la façon dont les « mauvais sujets » sont aussi construits par les méthodes répressives dirigées contre eux. Cette répression s’accompagne d’un discours stigmatisant dont on ne peut négliger le potentiel caractéristique performatif. Les deux textes soulèvent des questions centrales quant à la place de ces « mauvais sujets » politiques au sein de la Nation. L’étude de Rodrigo Nabuco de Araujo sur le processus de construction par les forces de l’ordre brésiliennes d’un ennemi intérieur considéré comme extérieur (chapitre 1) souligne la façon dont les réponses adoptées par l’État vont directement contribuer à définir son ennemi et ses modes d’action. Dans le cas argentin, développé par Guillaume de Gracia (chapitre 2), c’est avant tout la qualité de citoyen des opposants anarchistes qui est questionnée dans les mesures mobilisées contre eux et la mise en place de discours les présentant comme « étrangers » au corps social et comme une menace pour celui-ci. Ces constructions sont attachées à une période d’affirmation des nationalismes argentin et brésilien. Le pouvoir étatique construit les « mauvais sujets » qui s’opposent à lui comme une menace extérieure à la communauté nationale, qu’il incarne et les renvoie du côté de l’étranger, l’immigré dangereux, constituant une menace qu’il faut exclure, voire éliminer. Cette imposition « par le haut » d’une forme de catégorisation qui s’incarne à la fois dans la rhétorique politique et dans les actions concrètes mises en place ne correspond pas forcément à la perception des « mauvais sujets » à une échelle locale. C’est cet écart que nous chercherons à interroger à travers les analyses suivantes. Bien qu’identifiés comme « Autres » par le pouvoir, les « mauvais sujets » réels, qui s’incarnent dans des individus, sont aussi des voisins, des proches, des personnes que l’on côtoie au quotidien ou avec qui l’on est susceptible de partager une même expérience. Il s’agira donc d’interroger les perceptions et les représentations plurielles des « mauvais sujets » en tant qu’ennemis identifiés par l’État dans le cadre des interactions sociales quotidiennes.

La relativité de la frontière entre « bons » et « mauvais » sujets, mise en lumière par les études empiriques, met à l'épreuve les catégories morales. Explorer les traductions locales des définitions du « mauvais sujet » permet d'éclairer les enjeux du discours politique. L'étude de Dorothee Delacroix (chapitre 3) sur les stratégies des paysans andins pour se démarquer des partisans du Sentier Lumineux, définis comme terroristes par la lecture officielle de conflit par l'État péruvien, interroge l'inclusion dans la communauté nationale de ces populations. Elle souligne leur volonté de se classer dans la « bonne catégorie » : celle des citoyens. Cet objectif implique de se constituer en victime de la bonne catégorie de violence, celle, illégitime, exercée par les terroristes.

Dans le cas guatémaltèque sur lequel porte l'analyse de Clara Duterme (chapitre 4), la question du positionnement des populations locales engagées dans un conflit armé interne se pose également, quoique dans un contexte différent. Les discours qui construisent les « mauvais sujets » ont profondément varié entre l'époque du conflit, où les guérilleros étaient dénoncés comme subversifs et celle du processus de paix qui a affirmé la responsabilité de l'armée nationale dans les exactions commises. Les récits locaux analysés tendent à se focaliser sur la situation de violence, laissant dans l'ombre les protagonistes.

Les ambiguïtés des discours locaux étudiés dans ces deux contextes mettent en lumière tout l'enjeu qu'il y a à se positionner vis-à-vis de mauvais sujets définis par l'État. Ces enjeux sont notamment identitaires : ils renvoient au désir des populations d'affirmer leur intégration à la communauté nationale, ou d'éviter d'être assimilé aux individus dangereux. L'approche ethnographique permet d'appréhender la complexité des mémoires locales d'où les violences exercées par l'État et ses agents ne sont pas absentes, même si elles ne sont pas mises en avant. Ces mémoires s'inscrivent bien évidemment dans un contexte social et politique actuel qui détermine le regard porté sur le passé. La construction des frontières entre « bons » et « mauvais » sujets s'établit entre une réalité sociale et historique affirmée et la construction sémantique dans l'espace public et médiatique. Dans le cas guatémaltèque notamment, la faiblesse de l'État constitue un élément majeur qui explique l'absence d'imposition d'un récit historique national du conflit armé, mais qui correspond aussi à l'empreinte limitée de son action, y compris dans les fonctions régaliennes qui sont pourtant au cœur de son pouvoir.

La violence passée s'analyse à la lumière de la violence présente, la transition entre les deux étant marquée par la transformation des cadres d'analyses qui dépolitisent les rapports antagonistes. Les transitions démocratiques en Amérique latine et la transition historique entre les affrontements dans un contexte de guerre froide vers un système néo-libéral ont été accompagnées par le constat de la montée d'une violence de « droit commun », une violence n'étant plus appréhendée *via* le prisme de l'opposition politique, mais relevant de la délinquance. La violence attribuée aux mauvais sujets, visible autant qu'illégitime, s'inscrit dans un contexte général où existent d'autres formes de violences structurelle et symbolique. Comme le souligne Philippe Bourgois, il y a un enjeu de taille à dévoiler les ramifications cachées d'une violence « intime », délictueuse ou criminelle, souvent présentée comme relevant d'individus asociaux, brutaux ou irresponsables mais qui s'inscrit plutôt dans une

réalité sociale générale, souvent vécues par les protagonistes comme un état d'urgence (Bourgeois, 2012 : 140).

Identifiés comme des *perpétrateurs* de violences, les « mauvais sujets » peuvent aussi en être la cible. Les processus de (re)production de la violence par des individus qui la subissent ont souvent été analysés en termes de traumatisme. Notre propos est ici d'en analyser les effets dans les interactions sociales. Les contextes où s'exerce la « violence normalisée » analysée par Bourgeois vont induire des interprétations polysémiques de la notion de « mauvais sujets », ancrées dans des dynamiques relationnelles. Les apports de Marion Giralidou et Abigail Mira permettent d'explicitier cette dimension, avec des études de cas portant sur les prostituées du Costa Rica au XIX<sup>e</sup> siècle (chapitre 5) et les narcotrafiants du Mexique contemporain (chapitre 6). Le personnage de la prostituée comme celui du « *narco* » renvoient aux figures négatives et amORALES des sociétés respectives. Toutefois, interroger ces catégories qui « vont de soi » permet de mettre en évidence la multiplicité des niveaux de sens qu'elles recouvrent.

La catégorie de prostituée dans le Costa Rica du XIX<sup>e</sup> siècle, qui est bel et bien une catégorie de mauvais sujet – suscitant la désapprobation morale et des politiques répressives – est appréhendée de façon différente par l'État, le voisinage et les prostituées elles-mêmes. Le travail d'Abigail Mira applique un regard similaire sur un contexte contemporain, dans le cadre de la « guerre contre le narcotrafic » au Mexique. Cette « guerre » fait des morts qui ne sont pas présentés comme innocents – des victimes coupables – le mode de mise à mort étant considéré comme un indicateur les désignant comme « protagonistes » ou « narcotrafiants ». Cependant, la question ne se pose pas de la même façon du point de vue homogénéisant de l'État ou des locaux confrontés à un contexte concret et renvoie à une interrogation sur la définition de la nature même du « *narco* » contre lequel l'État lutte ostensiblement.

S'intéresser aux catégorisations locales face aux discours politiques permet d'éclairer une partie des enjeux autour non plus des figures de mauvais sujets, mais des individus qui sont assignés à cette définition ou qui pourraient l'être, ainsi qu'à ceux qui les côtoient. Ces catégorisations sont le reflet d'une réalité sociale où les multiples niveaux de sens renvoient à la position du locuteur dans un espace social et relationnel. Elles s'inscrivent bien évidemment dans des rapports de pouvoir : le pouvoir d'imposer ou non une définition normative et hégémonique du « mauvais sujet », mais aussi le pouvoir que possèdent ou que manient ceux qui correspondent à cette définition. Les deux études de cas qui concluent cet ouvrage ont un intérêt particulier en ce qu'elles donnent à voir les réappropriations possibles de ce pouvoir par des populations marginalisées, qui défient la définition de la justice, de ce qui est moralement condamnable et la construction de la frontière entre « bons » et « mauvais sujets ».

Les contributions de Maureen Burnot sur Gauchito Gil et San la Muerte en Argentine (chapitre 7) et de Sylvie Pédrón Colombani autour de la figure de Maximón au Guatemala (chapitre 8) soulignent que la violence et la transgression attachées au « mauvais sujet » en font un être potentiellement puissant. Le fait de se trouver en-dehors du cadre légitime (déterminé par l'Église catholique dans les cas dont il va être question ici) offre finalement une plus grande liberté à ces figures de puissances religieuses, qui ne sont pas astreintes aux mêmes règles que les saints relevant de l'orthodoxie.



**Bibliographie**

- Althusser L., 1976. « Idéologie et appareils idéologiques d'État », version électronique « Les Classiques des Sciences sociales ». Article originellement publié dans la revue *La Pensée*, n° 151, juin 1970, dans L. Althusser, *Positions (1964-1975)*, p. 67-125, Paris, Les Éditions sociales.
- Bourgeois P., Hewlett C. (traduction), 2012. « Théoriser la violence en Amérique latine. Retour sur trente ans d'ethnographie », *L'Homme*, n° 203-204 (3), p. 139-168.
- Derrida J., 1994. *Force de loi*, Paris, Galilée.
- Fassin D., Rechtman R., 2007. *L'empire du traumatisme, enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion.
- Rosas Gilbert A., 2004. *Barrio Libre (The Free Hood): Transnational Policing and the 'Contamination' of Everyday Forms of Subaltern Agency at the Neoliberal U.S.-Mexico Border from Way Way Below*, Ph.D. Dissertation supervised by José Limón and presented in the University of Texas at Austin.
- Lefranc S. (éd.), 2006. *Après le conflit, la réconciliation ?*, Paris, Michel Houdiard Éditeur.